

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19164 - 74ÈME ANNÉE

Après les premières manifestations

Pour une réunion d'urgence des forces vives : élus, syndicats, associations et manifestants



Des milliers de personnes dans les rues ont tout bloqué samedi mais le cadre actuel ne permet pas de trouver des solutions. Ce large mouvement se poursuit et montre que la priorité est d'écouter les manifestants ainsi que ceux qui ne se sont pas exprimés. Ceci renforce la proposition du PCR d'une réunion d'urgence impliquant toutes les forces vives de La Réunion, cadre pour que les revendications des manifestants soient entendues.

Les manifestations qui ont commencé samedi et se poursuivent hier ne pourront pas trouver une solution dans le cadre actuel. Rappelons que des milliers de personnes ont bloqué partout et des jeunes ont participé à des émeutes. La crise est si grave qu'elle impose une nouvelle méthode. La Réunion compte plus de 180.000 demandeurs d'emploi, plus de 40 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un coût de la vie extrêmement élevé. C'est une situation de crise ai-

guë qui impose une réunion d'urgence, comme le rappelait le PCR dans un communiqué publié vendredi : «le PCR est disponible pour discuter sérieusement entre Réunionnais, sans exclure aucun acteur, pour élaborer la solution de sortie de crise. C'est la méthode responsable si l'on veut aller au-devant des mécontentements légitimes qui s'exprimeront de multiples façons ce 17 novembre. C'est la seule méthode pour redresser les coups partis et s'attaquer résolument aux contradictions de notre société ».

La succession des événements depuis samedi souligne qu'il s'agit pour les élus, syndicats, associations et autres forces vives organisées de créer les conditions pour

que les manifestants puissent faire entendre leurs revendications, et de donner les moyens à ceux qui ne se sont pas exprimés depuis samedi de le faire, car La Réunion a besoin de toutes les bonnes volontés pour sortir de la crise.

Ceci impose aussi de changer de méthode. Celle de rencontrer un fonctionnaire qui prend note et fait remonter les propositions à Paris a montré ses limites. Ceci doit être dépassé par un nouveau dialogue : c'est aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités et de défendre eux-mêmes leurs revendications dans une négociation avec Paris.

«Que cette parole soit entendue»

Maloyas et éclats de rire, tels étaient les premiers signes annonciateurs qu'un rond point était occupé dans les rues de la Ravine des Cabris et de la Ligne des Bambous, à la périphérie de Saint-Pierre hier après-midi.

L'ambiance est globalement bon enfant ; on rit, on chante et on discute. La sono, que règle un habitant du quartier – en gilet jaune naturellement –, hurle la musique que l'on entend habituellement lors des pique-niques dominicaux. Point de chants révolutionnaires donc. Seul ombre au tableau, quelques poubelles brûlent, renversées et vidées au beau milieu de la route et qui pourraient effrayer le passant.

Les personnes que l'on croise dans ces rond points sont jeunes et essentiellement des hommes ; les gramounes préfèrent regarder de loin d'un œil méfiant. Cependant, ce qui frappe, outre l'ambiance amicale, c'est la présence d'enfants que tiennent par la main quelques jeunes mères du quartier. On y amène des tabourets et chaises de pique-nique pour passer le temps. Chacun attend, assis et discutant, qu'un automobiliste approche afin de pouvoir lui signaler que le passage est bloqué et qu'il lui faudra rebrousser chemin. Les personnes présentes attendent qu'il se passe quelque chose, on espère du spectacle, mais dans ces zones tranquilles, la déception est de mise : il

n'y aura pas d'émeutes aujourd'hui.

À cette description idyllique, on pourra objecter que la situation dans les périphéries, et a fortiori à La Réunion, est extrêmement différente de celle observée en métropole ou dans les centres urbains que sont Saint-Pierre ou Saint-Denis. Et l'on aurait raison. Plus qu'une revendication politique, c'est une réappropriation de l'espace public qui s'est fait jour à la Ravine des Cabris et à la Ligne des Bambous.

Ainsi, le centre « névralgique » du rassemblement était tout à la fois un centre stratégique au sens du système routier, mais était surtout un centre urbain et social. Les habitants d'un même quartier se sont ainsi retrouvés, tous reconnaissables par ce jaune caractéristique, en ayant l'impression d'appartenir à une même communauté. Et cette communauté s'est approprié un espace duquel elle avait été exclue : la rue. Les personnes logeant dans les HLM de la SIDR de la Ravine des Cabris se sont ainsi réunies entre l'église et la mairie, rendant des espaces habituellement noircies de voiture plus vivants et plus humains.

C'est en quelque sorte au retour du forum et de l'agora que nous avons assisté : des voisins, des citoyens qui se rencontrent dans un espace public pour échanger sur une base tout à la fois politique et pratique. En effet, la hausse du prix du carbu-

rant a été un élément rassembleur bien plus important que la réforme du lycée ou la hausse de la CSG. En outre, il s'agit d'un mouvement sans meneurs ni organisations, ce qui a pu favoriser cette appropriation de l'espace public par l'individu lambda (ni politisé, ni syndicaliste).

Ne serait-il pas pertinent, dès lors, de ne pas considérer le mouvement des gilets jaunes comme une contestation politicienne au sens d'une opposition à un gouvernement et à une idéologie, mais plutôt comme une revendication positive d'une appropriation, d'une revendication. Car derrière l'opposition frontale à une hausse de taxes relatives au carburant – dont certains économistes considèrent qu'elle a un impact limité sur l'augmentation des prix –, c'est une volonté plus générale qui s'exprime. Elle pourrait s'articuler en deux temps : d'abord un « non » contre les politiques libérales menées par des personnes perçues comme déconnectées de la vie réelle ; ensuite un « oui » à une participation politique considérée dans son sens le plus noble avec l'idée de favoriser la justice sociale.

Il faut maintenant espérer que cette parole soit entendue à toutes les échelles.

Gustave Martel

In kozman pou la rout

« Gèp i koné fé lo ni, mé li la pa di zamé li nyabou fé lo myèl ! »

Mi pans zot i koné kozman-la é pé sfèr moin mèm la fine anparl sa dann nout zournal témoignaz. Mé arien ! i di pa la pédagozi sé l'ar dir é rodir plizyèr foi in mèm zafèr si ou i vé k'i rant dann koko d'moun ? Donk mi ardi in n'ot foi é sé pou bien fé konprann lo moun isi dann nout péi, si ou i gingn fé in n'afèr, ou i di mi koné fé zafèr-la mé si ou i koné pa, ou i di, sinplomman mi koné pa . Pars « mi koné »i aprann pi arien é « mi koné pa » néna in shans aprann dé shoz. Parèye pou lékol : mi di souvan mon pti zanfan, si ou la fine aprann out léson é si ou lé sir ou i koné ali, ou i di : « Moin la fine aprann mon léson é mi koné ali ». Si ou la pankor aprann pou vréman é si ou i koné pa pou vréman ou i di mi koné pa bien mon léson. Sa i lèss la port rouvèr pou ou aprann. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Les maisons des milliardaires de Hidden Hills épargnées par les incendies de Californie

Le bilan des feux de forêts en Californie ne cesse de s'alourdir. Il est actuellement de 63 morts et plus de 600 disparus. Une ville de plus de 25.000 habitants a été rayée de la carte, et les pompiers continuent de lutter contre des incendies qui continuent de progresser. Ceci rend l'air de San Francisco irrespirable, et les piétons sont obligés de porter un masque pour se protéger des fumées.

Plusieurs facteurs expliquent cette catastrophe. L'aménagement est pointé du doigt, avec la multiplication des constructions en bordure des forêts. L'influence du changement climatique est également incontestable. Entre 2011 et aujourd'hui, la Californie a connu une période de sécheresse exceptionnelle, rendant les forêts aussi inflammables que du bois de chauffage.

Mais il subsiste un îlot de tranquillité dans cet océan de dévastation, c'est la ville de Hidden Hills qui comporte bon nombre de maisons de milliardaires. Elle a pu être protégée parce que les habitants ont pu compter sur une brigade de pompier privée disposant de moyens suffisants pour empêcher les flammes de progresser vers les maisons, révèle le Huffington Post.

Ceci rappelle une fois de plus que le changement climatique est un révélateur supplémentaire des inégalités de la société. En effet, le service public de lutte contre les incendies ne disposait pas des moyens de la brigade privée. C'est la conséquence d'une politique qui vise à diminuer la contribution des plus riches au fonctionnement de ces services publics. Une partie de l'argent qu'ils ont pu économiser a alors été investi dans la création d'un service qui protège uniquement leurs intérêts.

Ceci souligne que la lutte contre le changement climatique impose le renforcement de la solidarité pour que toute la population dispose de la meilleure protection contre les effets des phénomènes climatiques extrêmes. D'où la nécessité de politiques en rupture avec tout ce qui s'est fait jusqu'à présent.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

In rolan d'kolonyalism ! In vyé réstann kolbèrtism !

Mi rapèl lo tan La Rényon l'avé in sèl lisé é lisé-la lété "Lisé lekont de Lisl " dann Sin-Dni. In pé partou l'avé sak i apèl bann kour konplémantèr é kan téi ariv an ségonn, l'avé in klass marmaye téi sort dann bann kour konplémantèr partou : téi fé kékshoz konm in trantène marmaye l'avé lo droi pass lo bak anplis bann marmaye lété déza dann lisé. Pou lé zot l'avé brévé élémantèr épi l'avé galman sak i apèl brové sipèryèr.

Pètète zot i pans sa lété dann tan la marine a voil sansa konm i di, dann tan « zézikri téi marh kat pate ». Poitan la pa vré tan-la lété i tonm apré la loi départmantalizasyon-dann bann zané 1960 lété ankor konmsa. Sé dir si gouvèrnman fransé la sousyé ali pou roganiz lo dékolaz nout zènèss.

Koméla néna in bonpé lisé é sé pars la loi réjyonalizasyon la pass par la é l'avé bann moun konm Paul Vergès épi Pierre Lagourgue épi d'ot ankor téi vé tir nout zènèss dann fé noir-dizon téi vé tir nout péi dann fénoir. Mé pa vréman san pour san, pou in pé, pars kan Paul Vergès téi vé fé in formasyon médsin isi La Rényon pou bann jenn désèrtin lété kont. Parèye kan téi vé fé bann zékol linjényèr désèrtin la di non é mi pé dir azot sa lété bann zélu rényoné zot mèm la mète lanspèk pou anpèsh fé. Mi souvien konm yèr kan nout parti la domann fé in l'IRA (institi rézyonal l'administrasyon) isi La Rényon ébin in bonpé lété pa dakor.

Pou kosa mi di sa : dabor pou amontr azot la républik é avan li la kolonizasyon téi vé pa vréman sort anou dann fénoir-sort La Rényon dann fénoir. Zot i san pa ladan in rolan d'kolonizasyon ? Zot i san pa in n'afèr téi apèl kolbèrtism ladan-in vyé réstan ankor bien vivan ?

Dézyèm poin : Apré sa lé fasil-tro fasil-dir nou na poin lo bann konpétans k'i fo é fé apèl bann non natif La Rényon pou okip bann post inportan. I fo dir galman si néna lo bann konpétans ébin i fé tout pou fé vni in non natif La Rényon.

Mé nou va arparl de sa pars sa sé in késtyon tro inportan pou zap sa vitman-vitman dann in pti oté, par si par la...

Justin